

2010

Rapport d'activité

Jahresbericht

FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes
Verband Walliser Gemeinden

Sommaire

Inhaltsverzeichnis

Mot de la Présidente de la FCV	2
Wort der Präsidentin des VWG	3
Rapport d'activité du comité	4
Tätigkeitsbericht des Vorstandes	10
Comptes d'exploitation / Budget	17
Erfolgsrechnung / Budget	18
Bilan / Bilanz	19
Rapport des vérificateurs	20
Revisorenbericht	20
Organisation du Projet RPT II	21
Projektorganisation NFA II	22
Comité	23
Vorstand	23

Mesdames les Présidentes,
Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les membres des exécutifs,

Nous nous réjouissons de pouvoir vous remettre notre rapport annuel 2010. Comme vous pouvez le lire, notre année associative 2010 a été une nouvelle fois une année riche en dossiers importants que le comité a traités dans le cadre de huit séances et de nombreuses rencontres bilatérales avec les chefs des services et des départements concernés.

La FCV est un partenaire officiel du Canton pour tous les domaines et problèmes concernant les communes. Elle dispose ainsi d'une base solide pour représenter efficacement les intérêts des communes valaisannes. La FCV met tout en œuvre afin que les communes soient bien représentées au sein des diverses commissions et nombreux groupes de travail du canton. Au cours de l'exercice écoulé, la Fédération a pris position dans le cadre des procédures de consultation respectives sur 11 projets législatifs au total. Ce chiffre est impressionnant et montre que la FCV peut représenter la position des communes dans tous les processus de législation importants.

L'année associative écoulée a certainement été marquée par les nombreux travaux concernant le projet de péréquation financière et de répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II). Ces travaux ont demandé beaucoup de temps et un engagement considérable de la part de tous les acteurs. Les représentantes et représentants des communes se sont beaucoup engagés dans les divers groupes de travail du projet pour y exposer les besoins des communes, et nous saisissons cette occasion de leur remercier pour leur engagement.

Nous aimerions également exprimer notre gratitude envers les membres du gouvernement valaisan pour l'attention privilégiée qu'ils accordent à notre fédération et pour la collaboration empreinte de partenariat. Nos remerciements s'adressent également aux chefs des services cantonaux, à leurs collaboratrices et collaborateurs, et tout particulièrement à Monsieur Maurice Chevrier, Chef du Service des affaires intérieures et communales, et à Monsieur Olivier Beney, Délégué aux finances et réformes communales, qui sont les interlocuteurs directs pour les communes et toujours à notre écoute lorsque nous apportons les souhaits de nos communes.

Pour finir, j'aimerais tout particulièrement présenter mes remerciements aux membres du comité pour leur engagement important en faveur des communes valaisannes et à notre secrétaire général Oliver Schnyder pour son précieux travail.

Marianne Maret, Présidente

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten

Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir freuen uns, Ihnen hiermit unseren Jahresbericht 2010 vorlegen zu können. Wie Sie dem Bericht entnehmen können, war das Verbandsjahr 2010 erneut geprägt durch eine Vielzahl wichtiger Dossiers, die vom Vorstand in insgesamt 8 Sitzungen bearbeitet und in zahlreichen bilateralen Treffen mit den Vorstehern der jeweils zuständigen Departemente und den betroffenen Dienstchefs behandelt worden sind.

Der VWG ist anerkannter Partner des Kantons für sämtliche die Gemeinden betreffenden Bereiche und Problemstellungen. Diese Tatsache bildet eine wichtige Grundlage für eine wirkungsvolle Vertretung der Interessen der Walliser Gemeinden. Der VWG setzt sich dafür ein, dass die Vertretung der Gemeinden in den zahlreichen kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen gewährleistet ist. Der Verband hat im vergangenen Verbandsjahr im Rahmen der entsprechenden Vernehmlassungsverfahren zu insgesamt 11 Gesetzgebungsvorlagen Stellung bezogen. Auch diese Zahl zeigt eindrücklich, dass der VWG in sämtlichen wichtigen Gesetzgebungsprozessen den Standpunkt der Gemeinden vertreten kann.

Das vergangene Verbandsjahr war zweifelsohne geprägt von den umfassenden Arbeiten rund um das Projekt der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II). Diese Arbeiten haben sehr viel Zeit in Anspruch genommen und ein beachtliches Engagement von allen Beteiligten verlangt. Die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden in den verschiedenen Arbeitsgruppen des Projekts haben sich mit grossem Einsatz für die Vertretung der Anliegen der Gemeinden eingesetzt, wofür ihnen unser Dank gilt.

Wir möchten es an dieser Stelle nicht unterlassen, den Mitgliedern der Walliser Regierung für die privilegierte Aufmerksamkeit, die sie unserem Verband entgegenbringen und die partnerschaftlich geprägte Zusammenarbeit zu danken. In diesen Dank einschliessen möchten wir die Chefs der kantonalen Dienststellen und deren MitarbeiterInnen und im Besonderen Herrn Maurice Chevrier, Chef der Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten sowie Herrn Olivier Beney, Delegierter für Finanzen und Gemeindereformen, die als direkte Ansprechpartner für die Gemeinden stets ein offenes Ohr für unsere Anliegen haben.

Schliesslich richte ich einen besonderen Dank an die Mitglieder des Vorstandes für ihr wichtiges Engagement im Interesse der Walliser Gemeinden sowie an unseren Generalsekretär Oliver Schnyder für seine wertvolle Arbeit.

Marianne Maret, Präsidentin

Rapport d'activité 2010

Pendant l'exercice écoulé, d'innombrables dossiers et problématiques particulièrement importants pour les communes ont été traités. La Fédération des Communes Valaisannes s'est penchée sur ces objets et s'est chargée de défendre avec succès les intérêts de ses membres. Dans ce rapport, nous effectuons le compte-rendu des principales activités de notre fédération au cours de l'année.

Comité / Travail de commissions / Représentation

Au cours de l'année associative écoulée, le comité s'est réuni huit fois au total. Les points à l'ordre du jour des séances du comité sont nombreux et diversifiés. Les séances du comité portent sur la discussion et l'approbation de prises de position de la fédération dans le cadre de procédures de consultation et traitent également d'importants sujets d'actualité pour nos communes. Outre les séances ordinaires, une délégation du comité a rencontré régulièrement les chefs des services et des départements cantonaux au cours de l'exercice écoulé pour discuter de problèmes actuels et spécifiques aux départements.

Si la fédération veut disposer d'activités efficaces, il est primordial que les intérêts et les besoins des membres soient intégrés au processus de décision le plus tôt possible. La Fédération des Communes Valaisannes s'engage en la matière et s'assure que les communes soient bien représentées au sein des groupes de travail et des commissions extraparlimentaires.

Durant l'année 2010, les communes ont été représentées dans les groupes de travail et les commissions suivantes:

- Comité de pilotage mandaté d'accompagner la nouvelle politique en matière de développement territorial;
- Comité de pilotage avec mandat de coordination et de soutien des communes pour la mise en application des nouvelles exigences de la Protection de l'enfant et de l'adulte (PROTENAD);
- Commission «forces hydrauliques et communes» dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de politique énergétique du Canton du Valais;
- Comité de pilotage du Projet nouvelle péréquation financière et répartition des tâches entre canton et communes (RPT II – VS);
- Projet transversal «Nouvelle péréquation financière» dans le cadre du Projet RPT II – VS;
- Projet transversal «Désenchevêtrement des tâches et subventionnement» dans le cadre du projet RPT II – VS;
- Groupe de travail chargé d'entreprendre la révision totale de la loi réglant l'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger;
- Groupe d'accompagnement pour l'étude scientifique concernant les lignes à très haute tension;
- Commission extraparlimentaire chargée de l'élaboration d'une loi sur le sport;
- Commission mandatée de la révision de l'ordonnance sur les finances communales;
- Comité de Pilotage pour la mise en œuvre de l'extranet entre l'état et les communes;

- Partenaire externe dans le cadre du comité de pilotage du projet de la correction du Rhône;
- Commission des conventions du Réseau Santé Valais;
- Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne;
- Comité de pilotage «opération fiesta»;
- Conseil cantonal de l'instruction publique;
- Commission cantonale de la formation professionnelle;
- Commission cantonale de la protection des données;
- Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes;

La Fédération des Communes Valaisannes a non seulement entretenu des liens avec ces commissions cantonales et ces groupes de travail, mais a également eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons, l'Association des Communes Suisses ainsi qu'avec l'Union des villes suisses. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne.

Procédures de consultation

La fédération ne représente pas seulement les intérêts des communes dans le cadre de commissions et de groupes de travail, mais veille également, dans une deuxième phase, à représenter les besoins de ses membres au sein des procédures de consultation cantonales. C'est pourquoi le comité élabore et approuve des prises de position envoyées pour consultation à l'ensemble des communes. Ces dernières ont ensuite la possibilité de communiquer leurs remarques au secrétariat général; elles sont également invitées à concrétiser et à compléter les prises de position de la fédération dans l'optique de leur propre situation.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants:

- Procédure de consultation relative aux avant-projets de lois sur le statut et le traitement du personnel enseignant, des directeurs et des inspecteurs
- Procédure de consultation concernant le projet de modification de la loi sur l'intégration et l'aide sociale
- Procédure de consultation sur l'avant-projet de révision de loi réglant l'application de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
- Procédure de consultation concernant l'abrogation de la loi sur les gardes champêtres
- Procédure de consultation sur l'avant-projet de loi sur les agglomérations
- Procédure de consultation concernant le projet de concept cantonal sur la pédagogie spécialisée
- Consultation sur la modification de la directive sur la politique cantonale en matière de protection préventive, écologique et durable des cultures
- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi sur les participations de l'Etat à des personnes morales

- Procédure de consultation concernant l'avant-projet d'une nouvelle loi sur la mobilité douce
- Procédure de consultation concernant l'avant-projet de loi modifiant la loi sur l'intégration des personnes handicapées
- Procédure de consultation sur la deuxième étape du projet de la nouvelle péréquation financière et de la répartition des tâches entre le canton et les communes (Projets législatifs des cinq Départements)

Rencontre avec le Conseil d'Etat

Outre les rencontres bilatérales avec les différents chefs de départements, le comité de la FCV se réunit également une fois par an avec l'ensemble du Conseil d'Etat. Cette rencontre permet au comité de transmettre à l'ensemble du Conseil d'Etat les revendications et souhaits provenant des communes ainsi que d'assurer un échange d'informations sur les affaires courantes avec les membres du gouvernement. En 2010 la séance s'est tenue le 3 novembre et a concerné les thèmes suivants:

- Nouvelle péréquation financière et désenchevêtrement des tâches entre Canton et communes (RPT II);
- Projet de la troisième correction du Rhône: Etat d'avancement des travaux et agenda; problématique de la fiche de coordination f.901 (lettre FCV envoyée au CE);
- Clarification de la notion de mandats de prestation prévue dans l'avant-projet de loi sur le statut du personnel enseignant pour ce qui concerne les directions d'école;
- Coordination des positions des services de l'Etat par rapport à des projets importants et respect de délais donnés par les services qui pilotent;
- Politique du tourisme: Premiers principes arrêtés pour l'élaboration d'une nouvelle loi;
- Politique de l'énergie: Retour des concessions; avancement du dossier;
- Maintien de l'établissement des cartes d'identité par les communes;
- Soins de longue durée: Planification de nouveaux lits dans les EMS et l'avenir des petites entités;
- Cycles d'orientation: Planification de la mise en application du nouveau système, incidences financières, calcul des effets sur le volume salarial et les nouveaux locaux;
- Liste / vade mecum de tous les objets qui sont au bénéfice de subventions en faveur des communes en lien avec les nouvelles dispositions RPT II;
- Ordonnance fédérale sur la protection des prairies sèches du 1^{er} février 2010: incidences pour les communes;
- Sécurité aux zones frontalières: Point de la situation;

Séance d'information

L'année passée, la Fédération des Communes Valaisannes a organisé une séance d'information bilingue sur le Projet de la nouvelle péréquation financière et de la répartition des tâches entre le canton et les communes. Cette manifestation a rencontré un vif intérêt et

a permis de sensibiliser les autorités communales déjà au premier jour de l'ouverture de la procédure de consultation à l'importance de ce dossier très complexe. A l'avenir également, la FCV proposera des séances d'information sur des sujets choisis, importants pour les communes.

Groupe parlementaire Communes

Il est très important de disposer d'une représentation efficace au sein du Grand Conseil afin de pouvoir défendre les intérêts des communes et les promouvoir au Parlement. Le groupe parlementaire communes permet d'attirer l'attention des députés sur les besoins des communes et d'influencer les prises de décision. Le groupe parlementaire est présidé par Monsieur Jean-Pierre Penon, Président de la commune de Conthey et député. Le secrétariat de la FCV assure le support administratif du groupe. Etant donné que le groupe parlementaire est composé de délégués de chaque groupe politique il permet de faire valoir les intérêts des communes déjà dans le cadre des délibérations au sein des groupes parlementaires.

Dossiers spécifiques

◆ Nouvelle péréquation financière intercommunale et répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II-VS)

L'année écoulée était notamment marquée par les travaux importants concernant le projet de la RPT II-VS. Le comité de pilotage du projet s'est réuni neuf fois. Lors des séances, les responsables ont rendu des comptes sur les quatre projets transversaux (flux financiers, subventionnement et répartition des tâches, péréquation financière, législation) et informé sur l'état des travaux dans les différents groupes de travail. Le comité de pilotage s'est également penché sur des propositions de loi, en a contrôlé la compatibilité avec les principes définis de la nouvelle péréquation financière intercommunale et du désenchevêtrement des tâches entre le canton et les communes.

Le projet RPT-II poursuit cinq objectifs principaux:

- La répartition des tâches entre le canton et les communes, avec pour objectif de simplifier les procédures et d'améliorer l'efficacité des relations réciproques.
- La suppression d'incitation aux dépenses non souhaitées dans le cadre des dispositions légales en matière de subventions et de péréquation financière.
- Octroi d'une liberté de décision aussi grande que possible pour les communes dans le cadre de décisions à caractère local.
- Réduction des charges financières et administratives du canton et des communes.
- Ancrage dans la loi des principes introduits par décret lors de la première phase du projet RPT.

Après l'achèvement des travaux dans les différents groupes de travail le Conseil d'Etat a décidé, le 10 novembre 2010, de mettre en consultation le projet de RPT II. Le même jour, la FCV a organisé, à Sierre, une séance d'information en présence du chef du DFIS et des responsables des différents projets partiels. En raison du délai de réponse très court, compte tenu de la complexité et de l'ampleur du dossier, la FCV a accordé une grande importance à sensibiliser les responsables communaux dès le début de la consultation à la portée du projet pour les communes. La FCV s'est par conséquent immédiatement penchée sur cette problématique. Le comité de la FCV a délibéré avant

fin novembre sur les modifications proposées de la législation et a approuvé dans leur principe les prises de position de la FCV. Fin novembre, les prises de position ont été envoyées à toutes les communes en tant qu'aide pour le traitement de ce dossier complexe. Nous renonçons à présenter ici les propositions des départements soumises dans le cadre du projet et les positions y relatives de la FCV, dans la mesure où celles-ci ont été présentées dans le cadre de la consultation et des prises de position correspondantes de la FCV.

Le projet RPT II a requis un grand engagement de la part des membres des différents groupes de travail. Nous profitons de cette occasion pour remercier vivement de leur engagement les représentantes et les représentants des communes dans les groupes de travail et les commissions.

◆ **Collaboration entre les communes et le service cantonal des contributions**

Dans le cadre de la restructuration du service cantonal des contributions, on a analysé la collaboration actuelle entre le canton et les communes. Les résultats de cette analyse ont montré que la collaboration n'est pas satisfaisante et que des mesures d'amélioration doivent être prises. Afin d'institutionnaliser la collaboration entre canton et communes, celle-ci a été explicitement ancrée dans la loi, dans le cadre de la révision de la loi fiscale. Cet ancrage constitue également la base pour l'amélioration et le développement de la collaboration, et a reçu le soutien correspondant de la FCV. Les différentes tâches ont été décrites de manière détaillée dans un cahier des charges, et des indemnités pour les différentes tâches ont été proposées par le canton. La FCV est alors intervenue auprès du Chef du Département des finances, des institutions et de la santé et a demandé une augmentation des indemnités de fr. 2.00. Le DFIS a donné suite à la demande de la FCV et a augmenté les indemnités comme demandé.

◆ **Projet de la 3^{ème} correction du Rhône / fiche de coordination F.901**

La FCV a été approchée par plusieurs communes concernées par les problèmes liés au projet de la 3^{ème} correction du Rhône. Les communes estiment notamment qu'elles ne sont pas suffisamment intégrées dans le projet en tant partenaires par la direction du projet et les responsables du département compétent, et se plaignent du manque d'information. Par ailleurs, les communes ont plusieurs fois eu l'impression qu'elles étaient placées devant le fait accompli. La FCV est immédiatement intervenue auprès du département compétent, a attiré l'attention sur les attentes des communes et a demandé un entretien. Peu de temps après, une rencontre a eu lieu, réunissant les représentants des communes concernées, le Chef du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement, et les personnes responsables de la direction du projet. Suite à cette première rencontre, plusieurs rencontres bilatérales ont eu lieu entre les communes et le département, dans le but de rechercher des solutions répondant aux besoins à l'échelle régionale ou locale. Par ailleurs, la FCV est intervenue auprès du Conseil d'Etat et a demandé des éclaircissements concernant la mise en œuvre technique de la fiche de coordination F.901, qui a été mise en consultation dans le courant de l'année dernière. Il y avait de grandes incertitudes et une grande confusion à ce sujet, au sein des communes concernées. Sur la base de l'intervention de la FCV, le Conseil d'Etat a précisé que la fiche de coordination sera d'abord revue en tenant compte des résultats de la consultation et qu'elle sera ensuite publiée – ce qui permettra aux communes de prendre une deuxième fois position. Après cela, le Conseil d'Etat décidera de la fiche de coordination et la soumettra au Grand Conseil, pour approbation.

◆ **Remboursement des frais d'itinéraires aux apprentis**

En août 2010, le département de l'éducation, de la culture et du sport (DECS) a informé les communes qu'un nouveau système pour le remboursement des frais d'itinéraires aux

apprentis allait être introduit sous la forme de rail-checks, pour l'année scolaire 2010/2011. Les communes n'ont été impliquées en aucune manière dans la prise de décision correspondante et n'ont à aucun moment donné leur accord pour ce changement de système. Une telle manière de procéder – et notamment le délai d'information très court – n'étaient pas acceptable pour les communes. La FCV est immédiatement intervenue auprès du département compétent et a demandé, d'une part, que les défauts du nouveau système concernant la réalisation des contrôles nécessaires soient corrigés et, d'autre part, que les factures des CFF pour les rail-checks émis soient payées d'avance par le canton. Après d'autres interventions de la FCV du même ordre et la décision que les communes transmettent au canton les factures des CFF pour paiement, le DECS et l'office compétent pour la formation professionnelle ont accepté les revendications de la FCV et ont confirmé que le canton paiera les factures d'avance et que la répartition des coûts sur les différentes communes se fera selon la procédure existante. A l'avenir, il est prévu de placer sur une nouvelle base l'ensemble de la réglementation du remboursement des frais d'itinéraires aux apprentis et aux étudiants, dans le cadre du projet RPT II. En ce qui concerne la solution intermédiaire pour l'année scolaire 2011/2012, la FCV a demandé que les défauts connus du système soient corrigés et que tous les partenaires concernés soient informés assez tôt et de manière détaillée, durant le 1^{er} semestre 2011.

◆ **Entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA)**

Le canton a demandé à la FCV d'examiner les documents mis à disposition comme soutien, dans la perspective de l'entrée en vigueur de la nouvelle LIPDA. La FCV a répondu à cette demande, a examiné les documents en question et les a trouvés conformes. Dans une demande écrite, la Fédération a toutefois demandé au canton que la nouvelle loi ne soit pas mise en vigueur le 1^{er} août 2010, mais au plus tôt le 1^{er} janvier 2011. Parallèlement, la FCV a demandé que, d'ici à l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi, les personnes responsables de son application dans les communes soient informées de manière détaillée de la structure de cette loi, des nouvelles exigences qui en découlent au niveau de l'archivage et des questions liées à l'introduction du principe de publicité. Le canton a accepté la demande de la FCV, et deux séances d'information ont déjà eu lieu.

◆ **Nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte (projet PROTENAD)**

Le nouveau droit de protection de l'enfant et de l'adulte entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Celui-ci apportera toute une série de modifications du droit de la tutelle et un grand nombre de nouvelles exigences à la direction des nouvelles autorités de protection de l'enfant et de l'adulte. Le Conseil d'Etat a décidé de mettre en place une commission de pilotage afin d'apporter son appui aux communes pour leur préparation à ces nouvelles conditions cadre légales. Cette commission accompagnera la mise en œuvre du projet au plan stratégique. Par ailleurs, un groupe de projet a été créé pour conseiller et soutenir les communes sur des questions très concrètes de l'adaptation des autorités existantes aux nouvelles exigences. La FCV a participé activement au sein de la commission de pilotage. En juin 2010, des manifestations d'information destinées aux autorités communales ont eu lieu dans les différents districts. L'objectif était d'attirer assez tôt l'attention des décideurs communaux sur les modifications à venir. De cette manière, les communes concernées disposent de suffisamment de temps pour prendre des mesures organisationnelles et structurelles, sur la base des nouvelles exigences.

La Présidente:

Marianne Maret

Le Secrétaire général:

Oliver Schnyder

Tätigkeitsbericht 2010

Während des vergangenen Verbandsjahres waren erneut zahlreiche Dossiers und Problemstellungen zu bearbeiten, die für die Gemeinden von besonderer Bedeutung waren. Der Verband Walliser Gemeinden hat sich diesen Dossiers angenommen und sich im Interesse einer erfolgreichen Vertretung der Anliegen seiner Mitglieder engagiert. Im Folgenden legen wir Ihnen den Bericht über die Tätigkeiten unseres Verbandes im vergangenen Jahr vor und beschränken uns dabei auf die Darlegung der wichtigsten Aktivitäten.

Vorstand / Kommissionsarbeit / Repräsentationen

Im vergangenen Verbandsjahr traf sich der Vorstand zu insgesamt acht Sitzungen. Die Traktanden der Vorstandssitzungen sind zahlreich und vielschichtig zugleich. Der Vorstand diskutiert und verabschiedet die Stellungnahmen des Verbandes im Rahmen von Vernehmlassungsverfahren und diskutiert und bearbeitet aktuelle, wichtige Themen für die Gemeinden. Nebst diesen ordentlichen Vorstandssitzungen haben auch im vergangenen Jahr regelmässig Treffen einer Delegation des Vorstandes mit den kantonalen Departementsvorstehern und Dienstchefs stattgefunden, um departementsspezifische und aktuelle Probleme zu besprechen.

Um eine effektive Verbandstätigkeit gewährleisten zu können, ist es von entscheidender Bedeutung, dass die Interessen und Anliegen der Mitglieder in einem möglichst frühen Stadium in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Der Verband Walliser Gemeinden engagiert sich in diesem Zusammenhang und stellt sicher, dass in den ausserparlamentarischen Kommissionen und Arbeitsgruppen eine gute Vertretung der Gemeinden gewährleistet ist.

Im vergangenen Jahr waren die Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen und Kommissionen vertreten:

- Kantonale Steuerungsgruppe für das Projekt der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS)
- Teilprojekt neuer Finanzausgleich im Rahmen des Projekts NFA II-VS
- Teilprojekt Aufgabenteilung und Subventionen im Rahmen des Projekts NFA II-VS
- Kantonaler Lenkungsausschuss betreffend Neuausrichtung der Politik im Bereich Raumentwicklung
- Begleitgruppe der wirtschaftlichen Studie betreffend Hochspannungsleitungen
- Lenkungsausschuss zur Koordination und Unterstützung der Gemeinden im Rahmen der Umsetzung der neuen Anforderungen an den Kinder- und Erwachsenenschutz
- Arbeitsgruppe mit dem Auftrag der Totalrevision des kantonalen Ausführungsgesetzes zum Bundesgesetz über den Erwerb von Eigentum durch Personen im Ausland („Lex Koller“)
- Kommission zur Erarbeitung neuer kantonalen Ausführungsbestimmungen im Bereich Geoinformation
- Kommission „Wasserkraft und Gemeinden“ im Rahmen der Erarbeitung einer Strategie für die künftige Energiepolitik des Kantons Wallis
- Ausserparlamentarische Kommission mit dem Auftrag der Erarbeitung eines kantonalen Gesetzes über den Sport

- Kommission mit dem Auftrag der Revision der Verordnung über die Gemeindefinanzen
- Externe Partner im Rahmen des Projektes der 3. Rhonekorrektur
- Commission des conventions des Gesundheitsnetzes Wallis
- Projekt-Lenkungsausschuss elektronische Vernetzung der Gemeinden mit dem Kanton
- Kantonale Tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit
- Kantonale Berufsbildungskommission
- Kantonale Bildungskommission
- Kantonale Datenschutzkommission
- Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte über diese kantonalen Kommissionen und Arbeitsgruppen hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone, dem Schweizerischen Gemeindeverband sowie dem Schweizerischen Städteverband. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne.

Vernehmlassungsverfahren

Nebst der Vertretung der Interessen der Gemeinden im Rahmen von Kommissionen und Arbeitsgruppen stellt es in der zweiten Phase eine wichtige Aufgabe des Verbandes dar, die Anliegen seiner Mitglieder im Rahmen von kantonalen Vernehmlassungsverfahren zu vertreten. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die sämtlichen Gemeinden zur Konsultation zugestellt werden. Die Gemeinden haben jeweils die Möglichkeit, ihre Bemerkungen dem Generalsekretariat mitzuteilen und sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu konkretisieren und zu ergänzen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Themenbereichen Stellungnahmen eingereicht:

- Vernehmlassungsverfahren zu den Gesetzesvorentwürfen über das Statut und die Besoldung der Lehrpersonen
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Eingliederung und die Sozialhilfe
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf über das Gesetz betreffend die Anwendung des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland
- Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf über das Gesetz betreffend die Anwendung des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland
- Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf des Gesetzes über die Agglomerationen
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Projekt für ein kantonales Konzept für die Sonderpädagogik
- Konsultation zur Änderung der Richtlinie über die kantonale Politik in Sachen präventiver, ökologischer und nachhaltiger Schutz der Kulturen

- Vernehmlassungsverfahren betreffend Änderung des Gesetzes über die Beteiligung des Staates an juristischen Personen
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf eines neuen Gesetzes über den Langsamverkehr
- Vernehmlassungsverfahren betreffend Vorentwurf zur Änderung des Gesetzes über die Eingliederung behinderter Menschen
- Vernehmlassungsverfahren betreffend den Vorentwurf der zweiten Umsetzungsetappe der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Treffen mit dem Staatsrat

Nebst den bilateralen Treffen mit einzelnen Departementsvorstehern trifft sich der Vorstand des VWG einmal jährlich mit dem Gesamtstaatsrat. Diese Begegnung bietet dem Vorstand die Möglichkeit, die Forderungen und Anliegen der Gemeinden vor dem Gesamtstaatsrat anzubringen sowie einen gegenseitigen Informationsaustausch zu laufenden Angelegenheiten mit den Mitgliedern der Regierung zu pflegen. Das letztjährige Treffen fand am 3. November statt und folgende Themenbereiche wurden behandelt:

- Neugestaltung Finanzausgleich und Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (Projekt NFA II – VS);
- Projekt der 3. Rhonekorrektur: Stand der Arbeiten und weiterer Fahrplan für die Umsetzungsarbeiten; Problematik des Koordinationsblatts F. 901 (Schreiben des VWG an den Gesamtstaatsrat);
- Klärung des Begriffs der Leistungsaufträge der Schuldirektionen vorgesehen im Gesetzesvorentwurf zum Lehrerstatut;
- Koordination der Positionen der verschiedenen kantonalen Dienststellen bezüglich wichtiger Projekte und die Einhaltung von Fristen durch die federführenden Dienststellen;
- Tourismuspolitik: Erste beschlossene Grundsätze für die Erarbeitung eines neuen Gesetzes;
- Energiepolitik: Wasserkraft, Heimfallrechte: Stand des Dossiers;
- Beibehaltung der Ausstellung der Identitätskarten durch die Gemeinden;
- Langzeitpflege: Planung von neuen Betten in den Alters- und Pflegeheimen und die Zukunft kleinerer Einheiten;
- Orientierungsschulen: Planung der Umsetzung des neuen Systems, finanzielle Auswirkungen, Berechnung der Auswirkungen auf das Lohnvolumen sowie den Bedarf an neuen bzw. zusätzlichen Lokalitäten;
- Eine Liste bzw. Darstellung sämtlicher Bereiche, in denen Subventionen für die Gemeinden vorgesehen sind – in Bezug auf die neuen Bestimmungen im Rahmen des Projekts NFA II;
- Bundesverordnung über den Schutz der Trockenlandschaften vom 1. Februar 2010: Auswirkungen auf die Gemeinden;
- Sicherheit in grenznahen Gebieten: Stand der Dinge.

Informationsveranstaltung

Der Verband Walliser Gemeinden hat im letzten Jahr eine zweisprachig durchgeführte Informationsveranstaltung zum Thema der Neugestaltung des interkommunalen Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden organisiert. Der Anlass stiess auf ein grosses Interesse und erlaubte es, die Vertreterinnen und Vertreter der Gemeinden bereits am Tag der Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens durch den Staatsrat über das umfangreiche und äusserst komplexe Dossier zu informieren. Der VWG wird auch in Zukunft zu ausgewählten, für die Gemeinden wichtigen Themenbereichen, Informationsveranstaltungen durchführen.

Parlamentarische Gruppe Gemeinden

Um eine effiziente Vertretung der Interessen der Gemeinden im Grossen Rat sicherstellen zu können ist es unabdingbar, über eine wirkungsvolle Vertretung im Parlament zu verfügen. Über die parlamentarische Gruppe Gemeinden sollen die Abgeordneten für die Anliegen der Gemeinden gewonnen werden. Zudem ergibt sich die Möglichkeit, die entsprechenden Positionen in die Entscheidungsfindungen einfließen zu lassen. Die parlamentarische Gruppe Gemeinden wird präsidiert von Herrn Jean-Pierre Penon, Gemeindepräsident Conthey und Grossrat. Der administrative Support für die Gruppe wird durch das Generalsekretariat des VWG gewährleistet. Die parlamentarische Gruppe Gemeinden setzt sich aus Vertretern sämtlicher politischen Fraktionen zusammen, und damit können die Anliegen der Gemeinden bereits im Rahmen der Beratungen innerhalb der Fraktionen geltend gemacht werden.

Spezifische Dossiers

◆ Neuer interkommunaler Finanzausgleich und Entflechtung der Aufgaben zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II-VS)

Das vergangene Jahr war insbesondere geprägt durch die wichtigen und umfangreichen Arbeiten im Rahmen des Projekts NFA II. Der Projektsteuerungsausschuss fand sich insgesamt zu neun Sitzungen zusammen. Anlässlich dieser Sitzungen wurde seitens der Verantwortlichen für die vier transversalen Projekte Finanzströme, Subventionierung und Aufgabenteilung, Finanzausgleich sowie Gesetzgebung Rechenschaft abgelegt über den Stand der Arbeiten in den jeweiligen Projektgruppen. Im Weiteren befasste sich der Projektlenkungsausschuss mit konkreten Gesetzesvorlagen und überprüfte deren Kompatibilität mit den festgelegten Grundsätzen des neuen interkommunalen Finanzausgleichs und der Entflechtung der Aufgaben zwischen Kanton und Gemeinden.

Das Projekt NFA-II verfolgt dabei fünf Hauptziele:

- Die Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden, dies vor dem Hintergrund einer Vereinfachung der Verfahren und einer Effizienzsteigerung in den gegenseitigen Beziehungen.
- Die Aufhebung von Anreizen zu unerwünschten Ausgaben im Rahmen der Subventions- und Finanzausgleichsgesetzgebung.
- Gewährung einer möglichst grossen Entscheidungsfreiheit der Gemeinden für Entscheide mit lokalem Charakter.
- Eine Reduktion der finanziellen und administrativen Kosten des Kantons und der Gemeinden.
- Gesetzliche Verankerung der im Rahmen der ersten Phase des Projekts NFA auf der Basis eines Dekrets eingeführten Grundsätze.

Nachdem die Arbeiten in den Arbeitsgruppen und im Projektlenkungsausschuss soweit abgeschlossen waren, hat der Staatsrat am 10. November 2011 beschlossen, die Vernehmlassung zum Projekt NFA II zu eröffnen. Noch gleichentags hat der VWG in Siders eine Informationsveranstaltung in Anwesenheit des Vorstehers des DFIG sowie der Verantwortlichen der einzelnen Teilprojekte durchgeführt. Aufgrund der in Relation zur Komplexität und zum Umfang des Dossiers viel zu kurz angesetzten Antwortfrist hat der VWG hohen Wert darauf gelegt, dass die Gemeindeverantwortlichen direkt zu Beginn der Vernehmlassung bezüglich der Tragweite des Projekts für die Gemeinden sensibilisiert werden und sich umgehend mit der Thematik auseinandersetzen. Der Vorstand VWG hat sodann noch vor Ende Januar die vorgeschlagenen Gesetzesanpassungen beraten und die entsprechenden Stellungnahmen des VWG im Grundsatz verabschiedet. Ende November wurden die Stellungnahmen sämtlichen Gemeinden zugestellt und sollten den Gemeinden bei der Behandlung des Dossiers als eine Hilfestellung dienen. An dieser Stelle wird auf eine inhaltliche Darstellung der im Rahmen des Projekts unterbreiteten Vorschläge der Departemente verzichtet, da dies im Rahmen der Vernehmlassung und der entsprechenden Stellungnahmen des VWG umfassend erfolgt ist.

Das Projekt NFA II hat von den Mitgliedern in den verschiedenen Arbeitsgruppen ein grosses Engagement verlangt. Wir möchten es an dieser Stelle keines Falls unterlassen, allen Vertreterinnen und Vertretern der Gemeinden in den Arbeitsgruppen und Kommissionen für ihren Einsatz zu danken.

◆ **Zusammenarbeit zwischen den Gemeinden und der kantonalen Steuerverwaltung**

Im Rahmen der Restrukturierung der kantonalen Steuerverwaltung wurde die bestehende Zusammenarbeit zwischen dem Kanton und den Gemeinden analysiert. Die Resultate dieser Analyse haben gezeigt, dass die Zusammenarbeit nicht zufriedenstellend ist und entsprechend Massnahmen zur Verbesserung getroffen werden müssen. Um die Zusammenarbeit zwischen Kanton und Gemeinden zu institutionalisieren, wurde diese im Rahmen der Revision des Steuergesetzes auf Gesetzesstufe explizit verankert. Diese gesetzliche Verankerung bildet nicht zuletzt auch eine Basis für eine Verbesserung und Verstärkung der Zusammenarbeit und wurde entsprechend vom VWG unterstützt. Die einzelnen Aufgaben wurden in einem detaillierten Pflichtenheft beschrieben und es wurden seitens des Kantons Entschädigungen für die einzelnen Aufgaben vorgeschlagen. Der VWG hat sodann beim Vorsteher des Departements für Finanzen, Institutionen und Gesundheit interveniert und die Erhöhung der Entschädigung um je 2.00 Fr. verlangt. Das DFIG hat dem Antrag des VWG stattgegeben und die entsprechenden Entschädigungen wie verlangt nach oben angepasst.

◆ **Projekt der 3. Rhonekorrektur / Koordinationsblatt F.901**

Der VWG wurde von verschiedenen betroffenen Gemeinden angegangen in Bezug auf die Probleme im Zusammenhang mit dem Projekt der 3. Rhonekorrektur. Die Gemeinden fühlten sich insbesondere von der Projektleitung und den Verantwortlichen des zuständigen Departements zu wenig als Partner in die Projektarbeiten miteinbezogen und beschwerten sich über mangelnde Informationen. Zudem hatten die Gemeinden wiederholt den Eindruck, dass sie vor vollendete Tatsachen gestellt werden. Der VWG hat umgehend beim zuständigen Departement interveniert, auf die Anliegen der Gemeinden hingewiesen sowie eine Unterredung verlangt. Innerhalb kurzer Zeit fand ein Treffen mit Vertretern der betroffenen Gemeinden, dem Vorsteher des Departements für Verkehr, Bau und Umwelt und den für die Projektleitung verantwortlichen Personen statt. Im Anschluss daran fanden verschiedene bilaterale Treffen zwischen den Gemeinden und dem Departement statt, mit dem Ziel, möglichst bedürfnisgerechte regionale bzw. lokale Lösungen zu suchen. Zudem ist der VWG beim Staatsrat vorstellig geworden und

verlangte eine Klärung bezüglich der genauen verfahrenstechnischen Umsetzung des Koordinationsblatts F. 901, welches im Verlaufe des vergangenen Jahres in Konsultation gegeben worden ist. Diesbezüglich herrschte bei den betroffenen Gemeinden eine grosse Unklarheit und Ungewissheit. Aufgrund der Intervention des VWG hat der Staatsrat klargestellt, dass das Koordinationsblatt zunächst unter Berücksichtigung der Vernehmlassungsergebnisse überarbeitet wird und sodann öffentlich aufgelegt wird, was erneut die Möglichkeit zur Stellungnahme bietet. Anschliessend wird der Staatsrat über das Koordinationsblatt entscheiden und dieses dem Grossen Rat zur Verabschiedung unterbreiten.

◆ **Rückerstattung der Transportkosten an die Lehrlinge**

Im August 2010 hat das Departement für Erziehung, Kultur und Sport (DEKS) die Gemeinden informiert, dass auf das Schuljahr 2010/2011 mit der Ausgabe von rail-check ein neues System für das Transportwesen der Lehrlinge eingeführt wird. Die Gemeinden waren in die diesbezügliche Entscheidungsfindung in keiner Art und Weise involviert und haben zu keinem Zeitpunkt ihr Einverständnis zum Systemwechsel gegeben. Ein solches Vorgehen – insbesondere auch die Kurzfristigkeit der Information - war für die Gemeinden nicht akzeptierbar. Der VWG hat umgehend beim zuständigen Departement interveniert und verlangt, dass einerseits die Mängel des neuen Systems betreffend der Durchführung der erforderlichen Kontrollen behoben und andererseits die Rechnungen der SBB für die ausgestellten rail-check durch den Kanton vorausbezahlt werden müssen. Nach weiteren gleichgelagerten Interventionen und dem Entscheid, dass die Gemeinden die Rechnungen der SBB an den Kanton weiterleiten werden, hat das DEKS und die zuständige Dienststelle für Berufsbildung die Forderung des VWG akzeptiert und bestätigt, dass der Kanton die Rechnungen vorausbezahlen wird und die Verteilung der Kosten auf die einzelnen Gemeinden gemäss dem bestehenden Verfahren vorgenommen wird. Für die Zukunft ist im Rahmen des Projekts NFA II vorgesehen, die gesamte Regelung der Entschädigungen der Transportkosten für Lehrlinge und Studenten auf eine neue Basis zu stellen. Für die zwischenzeitliche Lösung des Schuljahres 2011/2012 hat der VWG verlangt, dass die bekannten Mängel des Systems unbedingt behoben werden müssen und gleichzeitig eine frühzeitige und umfassende Information sämtlicher beteiligten Partner im 1. Halbjahr 2011 zu erfolgen hat.

◆ **Inkraftsetzung des neuen Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung**

Der Kanton ist den VWG angegangen mit der Bitte im Hinblick auf die anstehende Inkraftsetzung des neuen Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung die als Unterstützung zur Verfügung gestellten Unterlagen zu prüfen. Der VWG ist dieser Bitte nachgekommen und hat die entsprechenden Unterlagen geprüft und für in Ordnung befunden. Jedoch hat der Verband in einer schriftlichen Eingabe an den Kanton verlangt, dass das neue Gesetz nicht bereits per 1. August 2010 sondern frühestens auf 1. Januar 2011 in Kraft gesetzt werden soll. Gleichzeitig hat der VWG verlangt, dass in der verbleibenden Zeit bis zum Inkrafttreten die in den Gemeinden für die Umsetzung verantwortlichen Personen detailliert über die Ausgestaltung des neuen Gesetzes und die damit zusammenhängenden neuen Anforderungen an die Archivierung und die Fragen im Zusammenhang mit der Einführung des Öffentlichkeitsprinzips informiert werden. Der Kanton hat die Forderung des VWG akzeptiert und zwischenzeitlich wurden zwei Informationsveranstaltungen durchgeführt.

◆ **Neues Kinder- und Erwachsenenschutzrecht (PROTENAD)**

Am 1. Januar 2013 wird das neue Kinder- und Erwachsenenschutzrecht in Kraft treten. Dieses bringt eine ganze Reihe von Änderungen des bisherigen Vormundschaftsrechts und eine Vielzahl von neuen Anforderungen an die Führung der neuen Kinder- und Erwachsenenschutzbehörden. Der Staatsrat hat entschieden, zur Unterstützung der Gemeinden in der Vorbereitung auf diese neuen gesetzlichen Rahmenbedingungen einen Lenkungsausschuss einzusetzen, der die Umsetzung des Projekts strategisch begleitet. Zudem wurde eine Projektgruppe bestimmt, die die Gemeinden in ganz konkreten Fragen der Anpassung der bestehenden Behördenorganisationen an die neuen Anforderungen berät und unterstützt. Der VWG hat im Lenkungsausschuss aktiv mitgearbeitet. Im Juni 2010 fanden in den einzelnen Bezirken Informationsveranstaltungen für die Gemeindebehörden statt. Ziel war es dabei, die kommunalen Entscheidungsträger frühzeitig auf die anstehenden Veränderungen hinzuweisen. Damit verfügen die betroffenen Gemeinden über genügend Zeit, um die aufgrund der neuen Anforderungen allenfalls erforderlichen organisatorischen und strukturellen Massnahmen zu treffen.

Die Präsidentin:

Marianne Maret

Der Generalsekretär:

Oliver Schnyder

	Budget 2010	Comptes 2010	Budget 2011	Budget 2012
Recettes:				
Cotisations des membres	CHF 200'000.00	CHF 206'093.40	CHF 200'000.00	CHF 205'000.00
Montant de base	CHF 10'000.00	CHF 9'750.00	CHF 10'000.00	CHF 9'800.00
Intérêts bancaires	CHF 300.00	CHF 199.60	CHF 300.00	CHF 200.00
Total Recettes	CHF 210'300.00	CHF 216'043.00	CHF 210'300.00	CHF 215'000.00
Dépenses:				
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité, traductions	CHF 52'944.00 (TVA 7.6% inclus)	CHF 52'944.00 (TVA 7.6% inclus)	CHF 52'944.00 (TVA 7.6% inclus)	CHF 52'944.00 (TVA 7.6% inclus)
Mandat secrétaire général	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 90'000.00
Rémunération complémentaire RPT II		CHF 10'760.00		
Charges sociales	CHF 14'000.00	CHF 16'430.10	CHF 14'000.00	CHF 16'000.00
Frais	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Présidence / Comité / Commissions	CHF 18'000.00	CHF 14'472.20	CHF 18'000.00	CHF 20'000.00
Assemblée générale et Rapport annuel	CHF 4'500.00	CHF 6'465.15	CHF 4'500.00	CHF 6'000.00
Séances d'information	CHF 3'500.00	CHF 4'455.30	CHF 3'500.00	CHF 4'500.00
Formation des apprentis communaux	CHF 5'000.00	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 0.00
Convention de formation	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00
Hosting, Site internet / Hosting, Webside	CHF 2'000.00	CHF 1'745.95	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	CHF 200.00	CHF 252.55	CHF 200.00	CHF 300.00
Divers	CHF 3'000.00	CHF 1'047.50	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
Total Dépenses	CHF 197'094.00	CHF 202'522.75	CHF 197'094.00	CHF 201'594.00
Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice	CHF 13'206.00	CHF 13'520.25	CHF 13'206.00	CHF 13'406.00

	Budget 2010	Rechnung 2010	Budget 2011	Budget 2012
Einnahmen:				
Mitgliederbeiträge	CHF 200'000.00	CHF 206'093.40	CHF 200'000.00	CHF 205'000.00
Sockelbeitrag	CHF 10'000.00	CHF 9'750.00	CHF 10'000.00	CHF 9'800.00
Bankzinsen	CHF 300.00	CHF 199.60	CHF 300.00	CHF 200.00
Total Einnahmen	CHF 210'300.00	CHF 216'043.00	CHF 210'300.00	CHF 215'000.00
Ausgaben:				
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial) Buchhaltung, Übersetzungen	CHF 52'944.00 (MWSt 7.6% inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt 7.6% inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt 7.6% inkl.)	CHF 52'944.00 (MWSt 7.6% inkl.)
Mandat Generalsekretär	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 87'100.00	CHF 90'000.00
Eränzende Entschädigung Aufwand NFA II		CHF 10'760.00		
Lohnnebenkosten	CHF 14'000.00	CHF 16'430.10	CHF 14'000.00	CHF 16'000.00
Spesen	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00	CHF 4'800.00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	CHF 18'000.00	CHF 14'472.20	CHF 18'000.00	CHF 20'000.00
Generalversammlung und Jahresbericht	CHF 4'500.00	CHF 6'465.15	CHF 4'500.00	CHF 6'000.00
Informationsveranstaltungen	CHF 3'500.00	CHF 4'455.30	CHF 3'500.00	CHF 4'500.00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	CHF 5'000.00	CHF 0.00	CHF 5'000.00	CHF 0.00
Ausbildungsvereinbarung	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00	CHF 1'000.00
IDHEAP / PAIR / CVPC	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00	CHF 1'050.00
Hosting, Site internet / Hosting, Webside	CHF 2'000.00	CHF 1'745.95	CHF 2'000.00	CHF 2'000.00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	CHF 200.00	CHF 252.55	CHF 200.00	CHF 300.00
Diverses	CHF 3'000.00	CHF 1'047.50	CHF 3'000.00	CHF 3'000.00
Total Dépenses / Total Ausgaben	CHF 197'094.00	CHF 202'522.75	CHF 197'094.00	CHF 201'594.00
Betriebsgewinn / Betriebsverlust	CHF 13'206.00	CHF 13'520.25	CHF 13'206.00	CHF 13'406.00

BILAN

ACTIF	31.12.2010		31.12.2009	
Compte auprès de la BCV	Fr.	<u>91'641.15</u>	Fr.	<u>73'665.60</u>
Total	Fr.	91'641.15	Fr.	73'665.60

PASSIF	31.12.2010		31.12.2009	
Créditeurs	Fr.	4'455.30	Fr.	0.00
Fortune	Fr.	73'665.60	Fr.	57'590.40
Bénéfice/Perte	Fr.	<u>13'520.25</u>	Fr.	<u>16'075.20</u>
Total	Fr.	91'641.15	Fr.	73'665.60

BILANZ

AKTIVEN	31.12.2010		31.12.2009	
Bankkonto WKB	Fr.	<u>91'641.15</u>	Fr.	<u>73'665.60</u>
Total	Fr.	91'641.15	Fr.	73'665.60

PASSIVEN	31.12.2010		31.12.2009	
Kreditoren	Fr.	4'455.30	Fr.	0.00
Vermögen	Fr.	73'665.60	Fr.	57'590.40
Gewinn/Verlust	Fr.	<u>13'520.25</u>	Fr.	<u>16'075.20</u>
Total	Fr.	91'641.15	Fr.	73'665.60

FCV - VWG

Fédération des Communes Valaisannes

Verband Walliser Gemeinden

Rapport des vérificateurs de comptes 2010 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2010.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

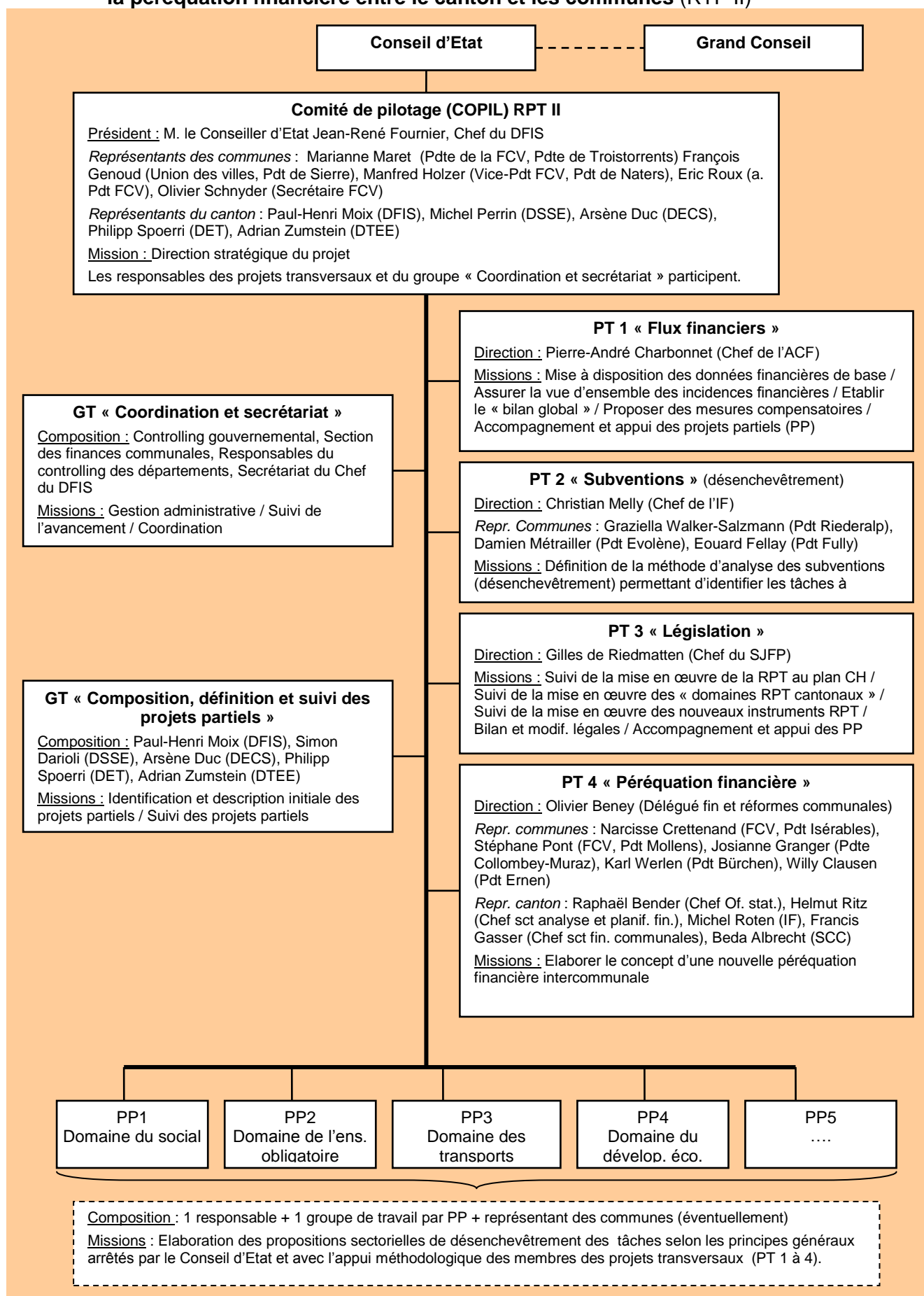
Les vérificateurs de comptes:

Nellen Markus

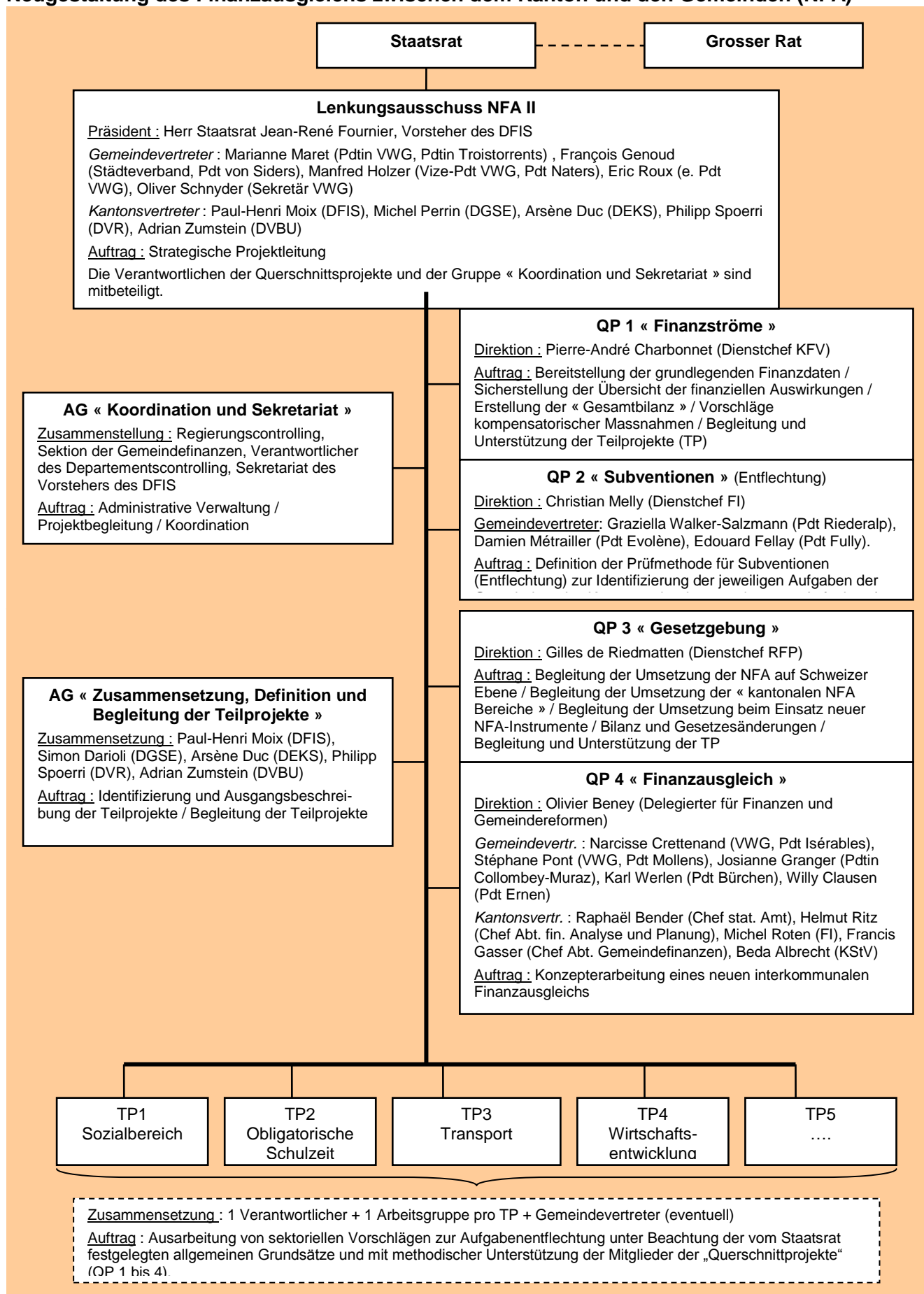
Ducret Maurice

Baltschieder / Charrat, le

Organisation et objectifs du projet de désenchevêtrement des tâches et de réforme de la péréquation financière entre le canton et les communes (RTP II)



Organisation und Zielsetzungen des Projekts über die Aufgabentflechtung und der Neugestaltung des Finanzausgleichs zwischen dem Kanton und den Gemeinden (NFA)



COMITE ET SECRETARIAT DE LA FEDERATION DES COMMUNES VALAISANNES

Marianne MARET	Troistorrents	1872 Troistorrents	adm com: 024 476 80 10 fax: 024 476 80 20	e-mail : presidente@troistorrents.ch	Présidente
Stéphane PONT	Mollens	Rte de Montana 25 3974 Mollens VS	adm com: 027 481 11 21 fax: 027 480 15 04	e-mail: stephane.pont@cransmontana.ch	Vice-Président
Manfred HOLZER	Naters	Zentrum Kelchbachstrasse 16 3904 Naters	adm com: 027 922 75 75 fax: 027 922 47 05	e-mail: manfred.holzer@naters.ch	Vize-Präsident
Daniel FOURNIER	Dorénaz	1905 Dorénaz	adm com: 027 764 16 48 fax: 027 722 93 56	e-mail: commune@dorenaz.ch	Caissier
Jean-Laurent DARBELLAY	Liddes	1945 Liddes	adm com: 027 782 61 61 fax: 027 782 61 60	e-mail: jldarbella@netplus.ch	
Marcel MAURER	Sion	Rue du Stade 6 1950 Sion	adm com: 027 324 11 02 fax:	e-mail: s.chambovey@sion.ch	
Damien METRAILLER	Evolène	Bon Repos 1983 Evolène	adm com: 027 283 13 00 fax: 027 283 31 01	e-mail: damien.metrailler@admin-evolene.ch	
Josianne WYSSEN	Mund	Hegenstrasse 1 3903 Mund	adm com.: 027 923 65 27 fax: 027 923 83 13	e-mail: josianne.wyssen@bluewin.ch	
Graziella WALKER SALZMANN	Riederalp	3986 Ried- Mörel	adm com: 027 928 68 80 fax: 027 928 68 85	e-mail: graziella.walker@bluewin.ch	
Oliver SCHNYDER		CP 685 3900 Brig	tel: 027 924 66 00 fax: 027 924 66 01 natel: 079 337 46 65	e-mail: info@fcv-vwg.ch	Secrétariat général

Adresse:

Fédération des Communes Valaisannes
Secrétariat général
Case postale 685
3900 Brigue

Verband Walliser Gemeinden
Generalsekretariat
Postfach 685
3900 Brig

Tel. 027 924 66 00

Fax. 027 924 66 01

info@fcv-vwg.ch

<http://www.fcv-vwg.ch>